

*L'Adresse—M. Richardson*

Mon ambition n'est pas de passer mon temps à servir de messenger pour Ottawa. Je n'aurais pas voulu être député libéral ou néo-démocrate à l'époque des tristes années de l'expropriation arbitraire des ressources pétrolières et gazières de l'Ouest et devoir faire savoir que c'était «dans l'intérêt de la nation dans son ensemble».

Notre parti n'était pas d'avis que c'était dans l'intérêt de la nation. Nous estimons qu'il faut écouter les gouvernements locaux et la population locale. Nous ne pensons pas que le pouvoir de la majorité doit être utilisé pour passer outre aux opinions bien arrêtées d'une région minoritaire.

J'espère qu'on ne dira jamais de moi que je n'écoute pas mes électeurs de Calgary-Sud-Est et qu'on ne fera pas pareil reproche à des collègues députés. Il est de bon ton actuellement de répéter qu'on écoute ses électeurs, mais il faut être à portée de voix pour les entendre. Et quoi de mieux que de leur parler sur leur perron, autour de la table de la cuisine, ou pendant les réunions à la mairie ou dans la salle communautaire.

Les erreurs des gouvernements précédents font partie de l'histoire maintenant, mais quand je prête l'oreille, je perçois encore comme un relent d'incertitude et de colère dans l'Ouest.

La conclusion de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis est la plus importante mesure qu'a prise le gouvernement actuel pour faire disparaître le sentiment d'aliénation qui régnait dans l'Ouest. Pendant la majeure partie du siècle dernier, les habitants de l'Ouest ont tenté de se libérer de l'emprise des mesures tarifaires du centre du Canada. Il y a plus de cent ans, les agriculteurs du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest réclamaient un régime de libre-échange. Ils pouvaient se débrouiller tout seuls. Et il croyaient en une économie de marché. Ils voulaient pouvoir vendre librement leurs produits sur les marchés américains, et ils ont payé, à leur corps défendant, le prix fort pour les biens fabriqués dans le centre du Canada. Qui pourrait le leur reprocher? Ils se croyaient capables de prospérer en régime de libre-échange. Ce sont eux les véritables précurseurs des habitants de l'Ouest d'aujourd'hui qui se sentent fort capables de soutenir la concurrence sur les marchés internationaux et continentaux, qui ont confiance dans leur esprit d'entreprise et qui pensent pouvoir prospérer et construire une société meilleure sans l'ingérence ni l'intervention du gouvernement.

Nous sommes des gens indépendants dans l'Ouest. Nous avons été élevés à la dure école des premiers immigrants. Nous n'avons jamais rien voulu de plus que l'égalité des chances et le même traitement accordé aux autres Canadiens. Et en nous traitant comme les autres Canadiens, le gouvernement a commencé à réparer un siècle d'injustices. Il a franchi un pas énorme avec la signature de l'Accord de libre-échange.

Le gouvernement doit continuer d'assurer aux Canadiens de l'Ouest que les possibilités de développement seront égales d'un bout à l'autre du pays. Cette promesse nous est faite dans le discours du Trône, qui dit que le gouvernement «veillera à ce que tous les Canadiens profitent équitablement de la libéralisation des échanges commerciaux et de l'expansion économique qui en découlera». Le message adressé aux Canadiens de l'Ouest est clair. Ce n'est qu'en participant activement au processus politique que nous arriverons à protéger nos intérêts régionaux tout en contribuant au progrès de l'ensemble de la nation.

La situation des Canadiens de l'Ouest s'est améliorée considérablement depuis 1984. Nous avons réussi à sortir de l'isolement total que nous avons connu sous les gouvernements libéraux, mais il nous reste encore beaucoup de chemin à faire. Il faudra encore plus de temps et plus d'interventions positives de la part du gouvernement actuel pour réparer les dommages causés pendant les 16 années sous les libéraux.

Plus que tout autre gouvernement de notre époque, il est clair que le gouvernement actuel cherche vraiment à supprimer les disparités régionales. Aucun premier ministre conservateur ne demandera jamais aux Canadiens de l'Ouest: «Pourquoi devrais-je vendre votre blé, votre pétrole, votre potasse?» Par ses actes, le gouvernement a commencé à ramener au bercail les Canadiens de l'Ouest, les Québécois et les Canadiens des provinces atlantiques pour qu'ils partagent les richesses de notre pays dans l'esprit de la Confédération.

Je suis heureux que le gouvernement maintienne son engagement à l'égard des programmes sociaux qui, il y a longtemps, ont fait du Canada une nation plus généreuse.

La générosité est une qualité bien enracinée dans l'Ouest du pays. Les habitants de cette région se sont serré les coudes dans les temps durs et, depuis plus d'un siècle, ont été de vrais innovateurs dans le domaine des programmes sociaux et éducatifs. Nous croyons dans la justice sociale, et nous la pratiquons. Nous sommes aussi une société multiculturelle depuis que des vagues d'immigrants, la plupart en provenance de l'Europe et des États-Unis, se sont établis dans l'Ouest il y a 90 ans. Les gens qui arrivent depuis quelque temps de l'Asie, des Antilles et des autres régions du monde continuent ce processus qui a permis l'édification et le renforcement de l'Ouest et qui a enrichi notre réservoir de talents. Les habitants de notre région sont fils et filles d'immigrants. Nous croyons au multiculturalisme et nous le pratiquons.

Les habitants de l'Ouest se réjouissent des mesures que le gouvernement a prises depuis quatre ans et demi pour protéger l'environnement. Il a un dossier remarquable. Le Canada est un chef de file dans ce domaine. Le mois prochain, le Bureau international de l'environnement, sis à Genève, présentera au premier ministre, en sa